

N° 31

# JOURNAUX

DE LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MERCREDI 10 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

### PRIÈRE

M. Sharp, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, d'une déclaration, en date du 10 avril 1974, au sujet du projet d'une association entre le Canada et les Îles Turks et Caicos. (Document parlementaire n° 292-7/5).

M. Lalonde, appuyé par M. Faulkner, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-22, Loi concernant le football professionnel au Canada, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu une première fois et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre:

Bill S-3, Loi concernant l'emploi de marques nationales de sécurité pour les pneus de véhicule automobile et prévoyant l'établissement de normes de sécurité pour certains pneus de véhicule automobile importés au Canada ou exportés du Canada ou expédiés ou transportés d'une province à une autre. *M. Marchand* (Langelier).

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les six questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 2—*M. Nielsen*

1. Outre l'accusation récemment portée contre M. John C. Doyle et autres, a-t-on porté une accusation contre M. Oliver L. Vardy et, dans l'affirmative, quels sont individuellement les chefs d'accusation?

2. A-t-on émis un mandat d'arrêt à l'égard de M. Oliver L. Vardy?

3. M. Vardy a-t-il été arrêté et, dans la négative, pourquoi?

4. Si M. Vardy n'est pas actuellement au Canada, où est-il, et quels moyens tente-t-on pour le ramener au Canada? (Document parlementaire n° 292-2/2).

N° 259—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelles sommes le ministère du Secrétariat d'État a-t-il consacrées annuellement à la publicité et/ou à l'information?

2. Quels sont le nom et l'adresse des entreprises et des particuliers auxquels on a adjugé ces contrats, quelles sommes a-t-on dépensées dans chaque cas et quel était le but de chacun des contrats?

3. Dans le cas des dépenses faites à des fins de publicité et/ou d'information par la division de la publicité